

Afrique du Sud : Mamphela Ramphele défie l'ANC

@rib News, 18/02/2013 â€“ Source AFP Mamphela Ramphele, militante anti-apartheid et intellectuelle respectée, ex-directrice de la Banque mondiale, a lancé lundi un parti pour tenter de concurrencer l'ANC, au pouvoir en Afrique du Sud depuis la chute du régime raciste en 1994. « Aujourd'hui, j'annonce que je suis en train de travailler avec un groupe de citoyens pour former un parti, une plate-forme politique qui se fixera comme tâche de raviver l'espoir qu'il est possible de construire le pays de nos rêves », a déclaré Mme Ramphele, 65 ans, lors d'une réunion à Johannesburg. L'objectif est clairement de rassembler les déçus de l'ANC, qui déplorent que les inégalités héritées de l'apartheid subsistent largement après 18 ans de démocratie, en matière d'éducation, d'accès au pouvoir économique, ou encore de logement. Aux dernières élections générales de 2009, l'ANC, encore considéré comme la majorité des Sud-Africains comme le parti de la libération, avait remporté 65,9% des suffrages. L'Alliance Démocratique (DA), premier parti d'opposition, avait plafonné à 16,7%. Le mouvement de Mme Ramphele porte le nom de « Agang », un mot de la langue Sepedi (un des onze langues officielles sud-africaines) signifiant : « Construisons ». Il répondra, a affirmé Mme Ramphele, « aux aspirations des citoyens qui ont été laissés de côté par manque de formation politique pour les représenter ». Mécène de formation, cette dirigeante noire à la carrière brillante ne s'est jamais gênée pour ajouter sa voix à ceux qui accusent l'ANC d'être devenu un parti de notables corrompus : « Notre pays est en danger, parce que l'intérêt particulier est devenu le moteur de nombre de (nos dirigeants), qui devraient se concentrer sur le service du public », a-t-elle lancé. « La corruption, le népotisme et le favoritisme sont devenus la norme de conduite de beaucoup de gens dans le service au public », a-t-elle martelé. Abordant la question du secteur minier, le poumon économique du pays affaibli entre août et octobre par des graves meurtrières, elle a appelé à un changement radical : « Le modèle économique du secteur minier, fondé sur le recours au travail de migrants très nombreux, non qualifiés et mal payés, n'est pas viable dans la durée », a-t-elle affirmé. Les mines et les exploitations agricoles « doivent adopter un modèle économique qui investisse dans la formation des ouvriers, qui utilise des technologies innovantes, pour rester compétitives », estime-t-elle.